

Le PS se divise sur la politique d'accueil des gens du voyage

LE MONDE | 17.07.2013 à 11h07 • Mis à jour le 17.07.2013 à 11h13 | Par Hélène Bekmezian et Elise Vincent

Les gens du [voyage](#) ne préoccupent pas que la droite. Dix jours après la polémique déclenchée par le maire [UMP](#) de Nice, Christian Estrosi, qui a notamment appelé à les "*mater*", une proposition de loi doit être présentée par le groupe socialiste, mercredi 17 juillet, à l'Assemblée nationale. Les hasards du calendrier veulent qu'un colloque sur les voyageurs, prévu de longue date, ait justement lieu ce jour, au Palais Bourbon.

Ce texte, préparé par le député PS de [Loire-Atlantique Dominique](#) Raimbourg, est toutefois loin de [faire](#) l'unanimité au sein de la majorité. Il "*fait discuter*", admet le parlementaire. Au [Parti socialiste](#), "*il y a des maires qui n'ont pas d'aire d'accueil et qui n'en veulent pas, des maires qui ont des aires et où ça se passe mal, et des maires qui ont des aires où ça se passe bien*", résume un élu socialiste.

La disposition du texte de M. Raimbourg qui suscite le plus de réactions est celle proposant que les préfets aient, à l'[avenir](#), le [pouvoir](#) de "*saisir*" le budget des communes ne respectant pas leurs obligations de construction d'aire d'accueil pour les voyageurs. Plus de dix ans après la loi Besson, moins de 50 % des aires prévues ont en effet été réalisées. L'Etat pourrait ainsi [bloquer](#) la somme équivalente au montant d'une aire tant qu'elle n'est pas bâtie.

Le sujet est sensible à quelques mois des élections [municipales](#). Au point de déclencher une vive passe d'armes, mardi 16 juillet, entre Laurent Baumel, député PS d'Indre-et-Loire, et Razzy Hammadi, député PS de Seine-Saint-Denis, lors de [la réunion](#) hebdomadaire du groupe socialiste à l'Assemblée. Le premier est membre de la Gauche populaire, le second, représentant de l'aile gauche du parti.

"CONTRESENS [POLITIQUE](#)"

"C'est un arbitrage politique qui n'a aucun sens", justifie M. Baumel. "Quand j'ai été élu maire en 2008, il n'y avait pas d'aire, je me suis renseignée sur le coût, et ça équivalait à deux années de voirie !, détaille-t-il. Les gens du voyage font [payer](#) leur liberté aux autres. Dans une période de disette budgétaire c'est un contresens politique total."

*"Attention, à force de [vouloir](#) être populaire, vous en oubliez d'être socialiste !", l'a tancé M. Hammadi, lors de la réunion de groupe. M. Raimbourg a une "*bonne proposition*", explique au Monde M. Hammadi. "*Seules quelques centaines de communes assument leurs responsabilités avec les aires d'accueil. Cela crée un appel d'air et des problèmes. Si le millier de communes restantes respectaient la loi, les choses seraient moins difficiles*", plaide-t-il.*

La proposition de M. Raimbourg est "*l'arme absolue*", avance pour sa part le dernier rapport sur la situation des gens du voyage, commandé en toute discrétion, en février, par le premier ministre, [Jean-Marc Ayrault](#). Son auteur, le préfet [Hubert Durache](#), l'a remis fin juin à Matignon, qui l'a mis en ligne le 12 juillet sur son site, en prévision du colloque. Le texte de M. Raimbourg s'en inspire fortement. "*C'est comme la loi SRU qui inflige des sanctions aux communes ne respectant pas les 20 % de logements sociaux*", défend l'élu.

Les différentes sensibilités de la majorité devraient aussi être représentées, mercredi, lors du colloque à l'Assemblée. La ministre écologiste du [logement](#), Cécile Duflot, devrait [ouvrir](#) la discussion tandis que le ministre de l'intérieur, [Manuel Valls](#), la clôturera. La ministre déléguée à la réussite éducative [George Pau-Langevin](#) s'est, elle, invitée à la dernière minute.

Mme Duflot devrait [insister](#) sur les dispositions glissées dans son projet de loi, présenté fin juin en conseil des ministres. Elle entend [mettre](#) en avant l'idée que les caravanes des gens du voyage, "*au même titre que des yourtes*", représentent un "*habitat alternatif*" à [soutenir](#). M. Valls devrait pour sa part [soutenir](#) sans réserve la proposition de loi, à laquelle ses [services](#) ont contribué au même [titre](#) que les ministères du logement et des affaires sociales. "*C'est un texte équilibré, transcourant*", estime-t-on place Beauvau.

"UNE BONNE RÉPONSE POUR [LUTTER](#) CONTRE LE POPULISME ET LE [FRONT NATIONAL](#)"

Outre l'idée de "saisie" du budget des communes récalcitrantes, le texte envisage de [supprimer](#) l'obligation pour les gens du voyage d'[avoir](#) une commune de rattachement. Le choix de cette commune n'est aujourd'hui possible qu'après avis motivé du maire et sous réserve que la présence de voyageurs ne dépasse pas les 3 % de la [population](#) recensée. Pour [voter](#), les voyageurs doivent, en outre, [justifier](#) d'une domiciliation d'au minimum trois années sur cette ville.

M. Raimbourg dit [envisager](#) par ailleurs de [supprimer](#) l'ensemble des "livrets de circulation" qui imposent depuis 1969 aux gens du voyage de [pointer](#) au commissariat au moins "*une fois par an*". Cette évolution est en partie rendue nécessaire par une décision du Conseil constitutionnel de l'automne 2012. A la suite d'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC), le Conseil avait jugé inconstitutionnel l'un de ces livrets – dit "carnet de circulation". Ce dernier, spécifique aux personnes ne déclarant pas de revenus fixes, imposait de [pointer](#) au commissariat tous les "*trois mois*".

La proposition de loi du député Raimbourg se veut toutefois un mélange de "*droits et devoirs*". Le texte actuel propose donc aussi, selon le parlementaire, de "*faciliter les expulsions*" pour les occupations illégales de terrain. Aujourd'hui, celles-ci ne sont possibles que si un "*trouble à l'ordre public est établi*". Elles pourraient l'être à l'[avenir](#) si la commune a construit une aire d'accueil ou s'il reste des places "*libres*" dans un périmètre à définir. De l'ordre actuellement de "*20 km*". Malgré les tensions au sein de la majorité, Place Beauvau on veut [croire](#) que le texte est "*une bonne réponse pour [lutter](#) contre le populisme et le Front national.*"

